

RCS : NARBONNE

Code greffe : 1104

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NARBONNE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1997 B 00200

Numéro SIREN : 412 883 209

Nom ou dénomination : A.B. YACHTING

Ce dépôt a été enregistré le 05/05/2021 sous le numéro de dépôt 1626

Désignation de l'entreprise : Société A.B. YACHTING SAS

Neant ☐ *

			Exercice N	Exercice N-1
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé :38 250.....)	DA	38 250	38 250
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB	117 250	117 250
	Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK)	DC		
	Réserve légale (3)	DD	3 825	3 825
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)	DF		
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)	DG		
	Report à nouveau	DH	354 882	267 786
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	84 832	167 096
	Subventions d'investissement	DJ		
	Provisions réglementées *	DK	13 539	15 044
	TOTAL (I)	DL	612 578	609 250
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM		
	Avances conditionnées	DN		
	TOTAL (II)	DO		
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP		
	Provisions pour charges	DQ		
	TOTAL (III)	DR		
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS		
	Autres emprunts obligataires	DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	1 524 178	769 938
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)	DV		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW	155 355	32 511
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	336 702	84 779
	Dettes fiscales et sociales	DY	179 659	205 288
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ		
	Autres dettes	EA	79 277	5 985
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB	851	
	TOTAL (IV)	EC	2 276 021	1 098 501
	Ecart de conversion passif * (V)	ED		
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	2 888 599	1 707 752
RENOVOIS	(1) Ecart de réévaluation incorporé au capital	1B		
	(2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Ecart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976)	1C		
		1D		
		1E		
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF		
	(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	1 565 097	1 095 327
	(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH	58	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

Désignation de l'entreprise :		Société A.B. YACHTING SAS				Néant	*	
		Exercice N						Exercice (N-1)
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total		
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA	4 683 736	FB	39 720	FC	4 723 456	3 991 152
	Production vendue	biens* services*	FD		FE		FF	
			FG	506 756	FH	515	FI	507 271
	Chiffres d'affaires nets*	FJ	5 190 492	FK	40 235	FL	5 230 727	4 513 665
	Production stockée*				FM			
	Production immobilisée*				FN	3 534		
	Subventions d'exploitation				FO			
	Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges* (9)				FP	34 749	22 530	
	Autres produits (1) (11)				FQ	9	2 038	
	Total des produits d'exploitation (2) (I)					FR	5 269 018	4 538 233
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*				FS	4 100 260	3 183 370	
	Variation de stock (marchandises)*				FT	(19 587)	274 303	
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*				FU			
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*				FV			
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis) *				FW	511 192	370 341	
	Impôts, taxes et versements assimilés*				FX	24 683	23 995	
	Salaires et traitements*				FY	278 843	313 329	
	Charges sociales (10)				FZ	94 403	112 174	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations - dotations aux amortissements* - dotations aux provisions			GA	19 276	18 453	
					GB			
					GC	106 423	17 221	
		Sur actif circulant : dotations aux provisions*			GD			
		Pour risques et charges : dotations aux provisions			GE	4	19	
	Autres charges (12)				GF	5 115 498	4 313 206	
Total des charges d'exploitation (4) (II)					GG	153 520	225 027	
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)								
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée*	(III)			GH			
	Perte supportée ou bénéfice transféré*	(IV)			GI			
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)				GJ			
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)				GK	0	0	
	Autres intérêts et produits assimilés (5)				GL			
	Reprises sur provisions et transferts de charges				GM			
	Différences positives de change				GN			
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				GO			
	Total des produits financiers (V)				GP	0	0	
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions*				GQ			
	Intérêts et charges assimilées (6)				GR	6 165	4 042	
	Différences négatives de change				GS			
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				GT			
	Total des charges financières (VI)				GU	6 165	4 042	
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)					GV	(6 164)	(4 042)	
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)					GW	147 356	220 986	

Exercice N, clos le : 3 0 0 9 2 0 2 0

Les entreprises ayant pratiqué la **réévaluation légale** de leurs **immobilisations amortissables** (art. 238 bis J du CGI) doivent joindre ce tableau à leur déclaration jusqu'à (et y compris) l'exercice au cours duquel la provision spéciale (col.6) devient nulle.

Désignation de l'entreprise : Société A.B. YACHTING SAS

Néant ☒ *

CADRE A	Détermination du montant des écarts (col. 1 - col. 2) (1)		Utilisation de la marge supplémentaire d'amortissement			Montant de la provision spéciale à la fin de l'exercice [(col. 1 - col. 2) - col. 5 (5)]
	Augmentation du montant brut des immobilisations	Augmentation du montant des amortissements	Au cours de l'exercice		Montant cumulé à la fin de l'exercice (4)	
			Montant des suppléments d'amortissement (2) 3	Fraction résiduelle correspondant aux éléments cédés (3) 4		
1 Concessions, brevets et droits similaires	1	2			5	6
2 Fonds commercial						
3 Terrains						
4 Constructions						
5 Installations techniques mat. et out. industriels						
6 Autres immobilisations corporelles						
7 Immobilisations en cours						
8 Participations						
9 Autres titres immobilisés						
10 TOTAUX						

- (1) Les augmentations du montant brut et des amortissements à inscrire respectivement aux colonnes 1 et 2 sont celles qui ont été apportées au montant des immobilisations amortissables réévaluées dans les conditions définies à l'article 238 bis J du code général des impôts et figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice. Le montant des écarts est obtenu en soustrayant des montants portés colonne 1, ceux portés colonne 2.
- (2) Porter dans cette colonne le supplément de dotation de l'exercice aux comptes d'amortissement (compte de résultat) consécutif à la réévaluation.
- (3) Cette colonne ne concerne que les immobilisations réévaluées, cédées au cours de l'exercice. Il convient d'y reporter, l'année de la cession de l'élément, le solde non utilisé de la marge supplémentaire d'amortissement.
- (4) Ce montant comprend :
- a) le montant total des sommes portées aux colonnes 3 et 4 ;
- b) le montant cumulé à la fin de l'exercice précédent, dans la mesure où ce montant correspond à des éléments figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice.
- (5) Le montant total de la provision spéciale en fin d'exercice est à reporter au passif du bilan (tableau n°2051) à la ligne «Provisions réglementées».

CADRE B

DÉFICITS REPORTABLES AU 31 DÉCEMBRE 1976 IMPUTÉS SUR LA PROVISION SPÉCIALE AU POINT DE VUE FISCAL

1 - FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE AU DÉBUT DE L'EXERCICE

2 - FRACTION RATTACHÉE AU RÉSULTAT DE L'EXERCICE

3 - FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE EN FIN D'EXERCICE

-	
=	

Le cadre B est servi par les seules entreprises qui ont imputé leurs déficits fiscalement reportables au 31 décembre sur la provision spéciale.

Il est rappelé que cette imputation est purement fiscale et ne modifie pas les montants de la provision spéciale figurant au bilan : de même, les entreprises en cause continuent à réintégrer chaque année dans leur résultat comptable le supplément d'amortissement consécutif à la réévaluation.

Ligne 2, inscrire la partie de ce déficit incluse chaque année dans les montants portés aux colonnes 3 et 4 du cadre A. Cette partie est obtenue en multipliant les montants portés aux colonnes 3 et 4 par une fraction dont les éléments sont fixés au moment de l'imputation, le numérateur étant le montant du déficit imputé et le dénominateur celui de la provision.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

Désignation de l'entreprise : Société A.B. YACHTING SAS

Néant ☐ *

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
		1	2	3	4
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers *	3T	TA	TB	TC
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II)*	3U	TD	TE	TF
	Provisions pour hausse des prix (1)*	3V	TG	TH	TI
	Amortissements dérogatoires	3X	15 044	1 504	13 539
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	D3	D4	D5	D6
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)	IJ	IK	IL	IM
	Autres provisions réglementées (1)	3Y	TP	TQ	TR
	TOTAL I	3Z	15 044	1 504	13 539
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges	4A	4B	4C	4D
	Provisions pour garanties données aux clients	4E	4F	4G	4H
	Provisions pour pertes sur marchés à terme	4J	4K	4L	4M
	Provisions pour amendes et pénalités	4N	4P	4R	4S
	Provisions pour pertes de change	4T	4U	4V	4W
	Provisions pour pensions et obligations similaires	4X	4Y	4Z	5A
	Provisions pour impôts (1)	5B	5C	5D	5E
	Provisions pour renouvellement des immobilisations *	5F	5H	5J	5K
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	EO	EP	EQ	ER
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *	5R	5S	5T	5U
	Autres provisions pour risques et charges (1)	5V	5W	5X	5Y
	TOTAL II	5Z	TV	TW	TX
Provisions pour dépréciation	sur immobilisations	- incorporelles	6A	6B	6C
		- corporelles	6E	6F	6G
		- titres mis en équivalence	O2	O3	O4
		- titres de participation	9U	9V	9W
		- autres immobilisations financières(1)*	O6	O7	O8
	Sur stocks et en cours	6N	15 200	105 839	5 900
	Sur comptes clients	6T	2 021	584	(0)
	Autres provisions pour dépréciation (1) *	6X			
	TOTAL III	7B	17 221	106 423	5 900
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	7C	32 265	106 423	7 404
	Dont dotations et reprises	- d'exploitation	UE	106 423	5 900
		- financières	UG		
		- exceptionnelles	UJ	1 504	

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-1-5e du C.G.I.

10

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au C.G.I.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032

Designation de l'entreprise : Société A.B. YACHTING SAS		Néant ☐ *						
CADRE A		ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut 1	A 1 an au plus 2	A plus d'un an 3		
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	UL		UM		UN		
	Prêts (1) (2)	UP		UR		US		
	Autres immobilisations financières	UT		UV		UW		
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	VA						
	Autres créances clients	UX	158 254	158 254				
	Créance représentative de titres (Provision pour dépréciation prêts ou remis en garantie * (UO) antérieurement constituée *)	ZI						
	Personnel et comptes rattachés	UY						
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	UZ	405	405				
	Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	VM	31 196	31 196			
		Taxe sur la valeur ajoutée	VB	38 718	38 718			
		Autres impôts, taxes et versements assimilés	VN					
		Divers	VP					
	Groupe et associés (2)	VC						
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	VR	106 139	106 139				
	Charges constatées d'avance	VS	13 643	13 643				
TOTAUX		VT	348 355	348 355	VU	VV		
RENVIS	(1) Montant des - Prêts accordés en cours d'exercice	VD						
	(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)	VE						
		VF						
CADRE B		ÉTAT DES DETTES		Montant brut 1	A 1 an au plus 2	A plus d'1 an et 5 ans au plus 3	A plus de 5 ans 4	
Emprunts obligataires convertibles (1)		7Y						
Autres emprunts obligataires (1)		7Z						
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an maximum à l'origine	VG	801 129	801 129				
	à plus de 1 an à l'origine	VH	31 800	12 125	19 674			
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)		8A						
Fournisseurs et comptes rattachés		8B	336 702	336 702				
Personnel et comptes rattachés		8C	63 994	63 994				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		8D	49 585	49 585				
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	8E						
	Taxe sur la valeur ajoutée	VW	58 022	58 022				
	Obligations cautionnées	VX						
	Autres impôts, taxes et assimilés	VQ	8 058	8 058				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		8J						
Groupe et associés (2)		VI						
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		8K	79 277	79 277				
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie *		ZZ						
Produits constatés d'avance		8L	851	851				
TOTAUX		VY	1 429 416	1 409 742	19 674			
RENVIS	(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	VJ	830 000	(2) Montant des divers emprunts et dettes contrac- tés auprès des associés personnes physiques	VL			
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	VK	12 491	* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032				

Désignation de l'entreprise : Société A.B. YACHTING SAS

Néant ☐ ***I. SUIVI DES DÉFICITS**

Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1)	K4	
Déficits imputés (total des lignes XB et XL du tableau 2058-A)	K5	
Déficits reportables (différence K4 - K5)	K6	
Déficits de l'exercice (Tableau 2058A, ligne XO)	YJ	
Total des déficits restant à reporter (somme K6 + YJ)	YK	

II. INDEMNITÉS POUR CONGÉS A PAYER, CHARGES SOCIALES ET FISCALES CORRESPONDANTES

Montant déductible correspondant aux droits acquis par les salariés pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1. 1 ^{er} bis Al. 1 ^{er} du CGI. dotations de l'exercice	ZT	26 518
--	----	--------

III. PROVISIONS ET CHARGES A PAYER, NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT

(à détailler, sur feuillet séparé)	Dotations de l'exercice		Reprises sur l'exercice	
Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes non déductibles pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1. 1 ^{er} bis Al. 2 du CGI *	ZV		ZW	
Provisions pour risques et charges *				
	8X		8Y	
	8Z		9A	
	9B		9C	
Provisions pour dépréciation *				
	9D		9E	
	9F		9G	
	9H		9J	
Charges à payer				
	9K		9L	
	9M		9N	
	9P		9R	
	9S		9T	
TOTAUX (YN = ZV à 9S) et (YO = ZW à 9T)	YN		YO	
à reporter au tableau 2058-A :		↓ ligne WI	↓ ligne WU	

CONSÉQUENCES DE LA MÉTHODE PAR COMPOSANTS (art. 237 septies du CGI)

Montant de la réintégration ou de la déduction	Montant au début de l'exercice		Imputations	Montant net à la fin de l'exercice
	L1			

(1) Cette case correspond au montant porté sur la ligne YK du tableau 2058 B déposé au titre de l'exercice précédent.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

11

TABLEAU D'AFFECTATION DU RÉSULTAT
ET RENSEIGNEMENTS DIVERS

Désignation de l'entreprise : <u>Société A.B. YACHTING SAS</u>										Néant ☐ *			
ORIGINES	Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie	OC	267 786	AFFECTATIONS	Affectations aux réserves	- Réserves légales	ZB						
	Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie	OD	167 096		- Autres réserves	ZD							
	Prélèvements sur les réserves	OE			Dividendes	ZE	80 000						
					Autres répartitions	ZF							
	TOTAL I	OF	434 882		Report à nouveau	ZG	354 882						
					(NB : le total I doit nécessairement être égal au total II)		TOTAL II	ZH	434 882				
RENSEIGNEMENTS DIVERS										Exercice N :		Exercice N-1 :	
ENGAGEMENTS	- Engagements de crédit-bail mobilier (précisez le prix de revient des biens pris en crédit-bail)	J7			YQ								
	- Engagements de crédit-bail immobilier				YR								
	- Effets portés à l'escompte et non échus				YS								
DETAIL DES POSTES AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	- Sous-traitance				YT	229 484	78 409						
	- Locations, charges locatives et de copropriété (dont montant des loyers des biens pris en location pour une durée > 6 mois)	J8			XQ	36 062	36 190						
	- Personnel extérieur à l'entreprise				YU	13 427	13 616						
	- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (hors rétrocessions)				SS	12 412	12 167						
	- Rétrocessions d'honoraires, commissions et courtages				YV	5 250							
	- Autres comptes (dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles)	ES			ST	214 556	229 960						
	Total du poste correspondant à la ligne FW du tableau n° 2052				ZJ	511 192	370 341						
IMPÔTS ET TAXES	- Taxe professionnelle *, CFE, CVAE				YW	7 242	6 873						
	- Autres impôts, taxes et versements assimilés	ZS			9Z	17 441	17 122						
	Total du compte correspondant à la ligne FX du tableau n° 2052				YX	24 683	23 995						
TVA	- Montant de la T.V.A. collectée (dont taxe intérieure sur les produits pétroliers)				YY	863 612	700 635						
	- Montant de la T.V.A. déductible comptabilisée au cours de l'exercice au titre des biens et services ne constituant pas des immobilisations				YZ	745 259	599 777						
	- Montant brut des salaires (cf. dernière déclaration annuelle souscrite au titre des salaires DADS de 2019)*				OB	343 183							
DIVERS	- Montant de la plus-value constatée en franchise d'impôt lors de la première option pour le régime simplifié d'imposition *				OS								
	- Taux d'intérêt le plus élevé servi aux associés à raison des sommes mises à la disposition de la société *				ZK		%						
	- Numéro de centre de gestion agréé *	XP											
	- Filiales et participations : (Liste au 2059-G prévu par art.38 II de l'ann. III au C.G.I.)												
	- Aides perçues ayant donné droit à la réduction d'impôt prévue au 4 de l'article 238 bis du CGI pour l'entreprise donatrice				RG								
	- Montant de l'investissement reçu qui a donné lieu à amortissement exceptionnel chez l'entreprise investisseur dans le cadre de l'article 217 octies du CGI				RH								
RÉGIME DE GROUPE*	Société : résultat comme si elle n'avait jamais été membre du groupe.	JA		Plus-values à 15 %	JK		Plus-values à 0 %	JL					
				Plus-values à 19 %	JM		Imputations	JC					
	Groupe : résultat d'ensemble.	JD		Plus-values à 15 %	JN		Plus-values à 0 %	JO					
				Plus-values à 19 %	JP		Imputations	JF					
	Si vous relevez du régime de groupe : indiquer 1 si société mère, 2 si société filiale	JH		N° SIRET de la société mère du groupe	JJ								

(1) Ce cadre est destiné à faire apparaître l'origine et le montant des sommes distribuées ou mises en réserve au cours de l'exercice dont les résultats font l'objet de la déclaration. Il ne concerne donc pas, en principe, les résultats de cet exercice mais ceux des exercices antérieurs, qu'ils aient ou non déjà fait l'objet d'une précédente affectation.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032 (et dans la notice 2058-NOT pour le régime de groupe).

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

Désignation de l'entreprise : Société A.B. YACHTING SAS

Néant ☐ *

A - DÉTERMINATION DE LA VALEUR RÉSIDUELLE

Nature et date d'acquisition des éléments cédés *		Valeur d'origine *	Valeur nette réévaluée *	Amortissements pratiqués en franchise d'impôt	Autres amortissements *	Valeur résiduelle
①		②	③	④	⑤	⑥
I - Immobilisations *	1	HONDA NETTOYEUR H	1 050	1 050		
	2	ENSEIGNES SUPPORT	1 458	1 458		
	3	ENSEIGNE AB YACHT	3 671	3 671		
	4					
	5					
	6					
	7					
	8					
	9					
	10					
	11					
	12					

B - PLUS-VALUES, MOINS-VALUES

Qualification fiscale des plus et moins-values réalisées *

Prix de vente		Montant global de la plus-value ou de la moins-value	Court terme	Long terme			Plus-values taxables à 19 % (1)
⑦		⑧	⑨	19 %	15 % ou 12.8 %	0 %	⑪
I - Immobilisations *	1						
	2						
	3						
	4						
	5						
	6						
	7						
	8						
	9						
	10						
	11						
	12						
II - Autres éléments	13	Fraction résiduelle de la provision spéciale de réévaluation afférente aux éléments cédés	+				
	14	Amortissements irrégulièrement différés se rapportant aux éléments cédés	+				
	15	Amortissements afférents aux éléments cédés mais exclus des charges déductibles par une disposition légale	+				
	16	Amortissements non pratiqués en comptabilité et correspondant à la déduction fiscale pour investissement, définie par les lois de 1966, 1968 et 1975, effectivement utilisée	+				
	17	Provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme devenues sans objet au cours de l'exercice					
	18	Dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme					
	19	Divers (détail à donner sur une note annexe)*					
	CADRE A : plus ou moins-value nette à court terme (total algébrique des lignes 1 à 19 de la colonne ⑨)						
CADRE B : plus ou moins-value nette à long terme (total algébrique des lignes 1 à 19 de la colonne ⑩)			(A)	(B)		(C)	
CADRE C : autres plus-value taxable à 19 % (⑪)				(ventilation par taux)			

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

(1) Ces plus-values sont imposables au taux de 19 % en application des articles 238 bis JA, 208 C et 210 E du CGI.

Désignation de l'entreprise : Société A.B. YACHTING SAS

Néant ☒ *

- ① Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés
② Entreprises soumises à l'impôt sur le revenu

Rappel de la plus ou moins-value de l'exercice relevant du taux de 15% ① ou 12.8 % ②

Gains nets retirés de la cession de titres de sociétés à prépondérance immobilières non cotées
exclus du régime du long terme (art. 219 I a sexies-0 bis du CGI) ① *

Gains nets retirés de la cession de certains titres dont le prix de revient est supérieur à 22,8 M€
(art. 219 I a sexies-0 du CGI) ① *

I - SUIVI DES MOINS-VALUES DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LE REVENU

Origine		Moins-values à 12.8 %	Imputations sur les plus-values à long terme de l'exercice imposables à 12.8 %	Solde des moins-values à 12.8 %
①		②	③	④
Moins-values nettes	N			
	N-1			
	N-2			
Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice)	N-3			
	N-4			
	N-5			
	N-6			
	N-7			
	N-8			
	N-9			
	N-10			

II - SUIVI DES MOINS-VALUES À LONG TERME DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS *

Origine		Moins-values			Imputations sur les plus-values à long terme	Imputations sur le résultat de l'exercice	Solde des moins-values à reporter col. 7 = 2+3+4-5-6
		À 19 %, 16,5 % (1) ou à 15 %	À 19% ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 I-a sexies-0 du CGI)	À 19% ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 I-a sexies-0 bis du CGI)			
①		②	③	④	⑤	⑥	⑦
Moins-values nettes	N						
	N-1						
	N-2						
Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice)	N-3						
	N-4						
	N-5						
	N-6						
	N-7						
	N-8						
	N-9						
	N-10						

(1) Les plus-values et les moins-values à long terme afférentes aux titres de SPI cotées imposables à l'impôt sur les sociétés relèvent du taux de 16,5 % (article 219 I a du CGI), pour les exercices ouverts à compter du 31 décembre 2007.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

EXEMPLAIRE À CONSERVER PAR LE DECLARANT

Designation de l'entreprise : Société A.B. YACHTING SAS

Néant ☒ *

I SITUATION DU COMPTE AFFECTÉ A L'ENREGISTREMENT DE LA RÉSERVE SPÉCIALE POUR L'EXERCICE N

		Sous-comptes de la réserve spéciale des plus-values à long terme				
		taxées à 10 %	taxées à 15 %	taxées à 18 %	taxées à 19 %	taxées à 25 %
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice précédent (N-1)	1					
Réserves figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'exercice	2					
TOTAL (lignes 1 et 2)	3					
Prélèvements opérés	- donnant lieu à complément d'impôt sur les sociétés	4				
	- ne donnant pas lieu à complément d'impôt sur les sociétés	5				
TOTAL (lignes 4 et 5)	6					
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice (ligne 3 - ligne 6)	7					

II RÉSERVE SPÉCIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS * (5e, 6e, 7e alinéas de l'art. 39-1-5e du CGI)

montant de la réserve à l'ouverture de l'exercice ①	réserve figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'année ②	montants prélevés sur la réserve		montant de la réserve à la clôture de l'exercice ⑤
		donnant lieu à complément d'impôt ③	ne donnant pas lieu à complément d'impôt ④	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

16

Formulaire obligatoire (art. 53 A
du Code Général des Impôts)

Désignation de l'entreprise : Société A.B. YACHTING SAS				Néant ☐ *	
Exercice ouvert le : 01/10/2019		et clos le : 30/09/2020		Durée en nombre de mois	
				1	2
DECLARATION DES EFFECTIFS					
Effectif moyen du personnel * :				YP	8
dont apprentis				YF	1
dont handicapés				YG	
Effectifs affectés à l'activité artisanale				RL	
CALCUL DE LA VALEUR AJOUTEE					
I- Chiffre d'affaires de référence CVAE					
Ventes de produits fabriqués, prestations de services et marchandises				OA	5 230 727
Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilées				OK	
Plus-values de cession d'immobilisations corporelles ou incorporelles si rattachées à une activité normale et courante				OL	
Refacturations de frais inscrites au compte de transfert de charges				OT	
TOTAL 1				OX	5 230 727
II- Autres produits à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée					
Autres produits de gestion courante (hors quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun)				OH	9
Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation				OE	
Subventions d'exploitation reçues				OF	
Variation positive des stocks				OD	19 587
Transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée				OI	13 062
Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation				XT	
TOTAL 2				OM	32 658
III- Charges à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée (1)					
Achats				ON	4 100 260
Variation négative des stocks				OQ	
Services extérieurs, à l'exception des loyers et des redevances				OR	475 130
Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois				OS	
Taxes déductibles de la valeur ajoutée				OZ	
Autres charges de gestion courante (hors quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun)				OW	4
Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée				OU	
Fraction déductible de la valeur ajoutée des dotations aux amortissements afférentes à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois				O9	
Moins-values de cession d'immobilisations corporelles ou incorporelles si rattachées à une activité normale et courante				OY	
TOTAL 3				OJ	4 575 394
IV- Valeur ajoutée produite					
Calcul de la valeur ajoutée (total 1 + total 2 - total 3)				OG	687 991
V- Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises					
Valeur ajoutée assujettie à la CVAE (à reporter sur les formulaires n°s 1330-CVAE pour les multi-établissements et sur les formulaires n°s 1329-AC et 1329-DEF. Si la VA calculée est négative, il convient de reporter un montant égal à 0 au cadre C des formulaire n°s 1329-AC et 1329-DEF).				SA	687 991
Cadre réservé au mono-établissement au sens de la CVAE					
Si vous êtes assujettis à la CVAE et mono-établissement au sens de la CVAE (cf. la notice du formulaire n° 1330-CVAE-SD), veuillez compléter le cadre ci-dessous et la case 117, vous serez alors dispensés du dépôt du formulaire n° 1330-CVAE-SD					
Mono établissement au sens de la CVAE, cocher la case		EV	x		
Chiffre d'affaires de référence CVAE (report de la ligne OX, le cas échéant ajusté à 12 mois)		GX	5 230 727	Effectifs au sens de la CVAE *	
		EY	8		
Chiffre d'affaires du groupe économique (art. 223 A du CGI)				HX	
Période de référence		GY	01/01/2020	GZ	31/12/2020
Date de cessation				HR	

(1) Attention, il ne doit pas être tenu compte dans les lignes 121 à 148 des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférente à la production immobilisée déclarée ligne 143, portées en ligne 128.

* Des explications concernant ces cases sont données dans la notice n° 1330-CVAE-SD § Répartition des salariés et dans la notice n° 2033-NOT-SD § Cotisation foncière des entreprises : qualification des effectifs.

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait
détenant directement au moins 10 % du capital de la société)

N° de dépôt



(1)

Néant ☐ *

EXERCICE CLOS LE 3 0 0 9 2 0 2 0

N° SIRET 4 1 2 8 8 3 2 0 9 0 0 0 2 2

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE Société A.B. YACHTING SAS

ADRESSE (voie) 60 QUAI DU PLA DE L'ENTREE PORT TECHNIQUE DE PORT LEUCATE

CODE POSTAL 11370 VILLE LEUCATE

Nombre total d'associés ou actionnaires personnes morales de l'entreprise P1 1 Nombre total de parts ou d'actions correspondantes P3 750

Nombre total d'associés ou actionnaires personnes physiques de l'entreprise P2 Nombre total de parts ou d'actions correspondantes P4

I - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique EURL Dénomination BAL HOLDING EURL

N° SIREN (si société établie en France) 750071607 % de détention 100.00 Nb de parts ou actions 750

Adresse : N° 7 Voie RUE DU NARBONENC

Code postal 66510 Commune ST HIPPOLYTE Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code postal Commune Pays

II - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre (2) Nom patronymique Prénom(s)

Nom marital % de détention Nb de parts ou actions

Naissance : Date N° Département Commune Pays

Adresse : N° Voie

Code postal Commune Pays

Titre (2) Nom patronymique Prénom(s)

Nom marital % de détention Nb de parts ou actions

Naissance : Date N° Département Commune Pays

Adresse : N° Voie

Code postal Commune Pays

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroté chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame, MLE pour Mademoiselle.

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2032.

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

ANNEXE

SOMMAIRE

Faits caractéristiques de l'exercice	X
Evènements significatifs postérieurs à la clôture	X
- REGLES ET METHODES COMPTABLES	
Principes et conventions générales	X
Permanence ou changement de méthodes	X
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN	
Etat des immobilisations	X
Etat des amortissements	X
Etat des provisions	X
Etat des échéances des créances et des dettes	X
Composition du capital social	X
Evaluation des immobilisations corporelles	X
Evaluation des amortissements	X
Titres immobilisés	X
Evaluation des matières et marchandises	X
Dépréciation des stocks et en cours	X
Evaluation des créances et des dettes	X
Dépréciation des créances	X
Produits à recevoir	X
Charges à payer	X
Charges et produits constatés d'avance	X
- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	
Produits et charges exceptionnels	X

Établie conforme, le Président



NA = Non Applicable NS = Non significative

ANNEXE

Exercice du 01/10/2019 au 30/09/2020

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La société a eu recours à un Prêt garanti par l'état de 800.000€ suite au COVID 19.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Information relative aux traitements comptables induits par l'épidémie de Coronavirus

Conformément aux dispositions de l'article L 833-2 du Plan Comptable Général, les comptes annuels de l'entité au 30/09/2020 ont été arrêtés sans aucun ajustement lié à l'épidémie du Coronavirus.

les éléments suivants reflètent uniquement les conditions qui existaient à la date de clôture, sans tenir compte de l'évolution ultérieure de la situation :

- la valeur comptable des actifs et des passifs
- la dépréciation des créances clients
- la dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles
- la dépréciation des stocks
- les impôts différés actifs
- le chiffre d'affaires
- les « covenants » bancaires

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(PCG Art. 831-1/1)

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2018-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

ANNEXE

Exercice du 01/10/2019 au 30/09/2020

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	11 472		
Constructions sur sol propre	229 478		
Installations générales agencements aménagements des constructions	34 183		15 111
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	34 677		10 574
Installations générales agencements aménagements divers	9 828		3 605
Matériel de transport	34 678		1 141
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	33 060		8 330
TOTAL	375 905		38 760
Autres titres immobilisés	30		
TOTAL	30		
TOTAL GENERAL	387 407		38 760

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			11 472	11 472
Constructions sur sol propre			229 478	229 478
Installations générales agencements aménagements constr.			49 294	49 294
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		1 050	44 201	44 201
Installations générales agencements aménagements divers		5 129	8 304	8 304
Matériel de transport			35 819	35 819
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			41 390	41 390
TOTAL		6 179	408 485	408 485
Autres titres immobilisés			30	30
TOTAL			30	30
TOTAL GENERAL		6 179	419 987	419 987

ANNEXE

Exercice du 01/10/2019 au 30/09/2020

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	11 472			11 472
Constructions sur sol propre	112 091	9 544		121 635
Installations générales agencements aménagements constr.	31 054	1 552		32 605
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	28 985	2 267	1 050	30 201
Installations générales agencements aménagements divers	7 885	816	5 129	3 572
Matériel de transport	29 644	2 247		31 891
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	29 467	2 850		32 317
TOTAL	239 125	19 276	6 179	252 221
TOTAL GENERAL	250 597	19 276	6 179	263 693

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Constructions sur sol propre	8 040	1 504			1 504
Instal.générales agenc.aménag.constr.	1 552				
Instal.techniques matériel outillage indus.	2 267				
Instal.générales agenc.aménag.divers	816				
Matériel de transport	2 247				
Matériel de bureau informatique mobilier	2 850				
TOTAL	17 771	1 504			1 504
TOTAL GENERAL	17 771	1 504			1 504

Etat des provisions

Provisions réglementées	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Amortissements dérogatoires	15 044		1 504		13 539
TOTAL	15 044		1 504		13 539

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur stocks et en cours	15 200	105 839	5 900		115 139
Sur comptes clients	2 021	584	0		2 606
TOTAL	17 221	106 423	5 900		117 744
TOTAL GENERAL	32 265	106 423	7 404		131 283
Dont dotations et reprises d'exploitation exceptionnelles		106 423	5 900		
			1 504		

ANNEXE

Exercice du 01/10/2019 au 30/09/2020

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres créances clients	158 254	158 254	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	405	405	
Impôts sur les bénéfices	31 196	31 196	
Taxe sur la valeur ajoutée	38 718	38 718	
Débiteurs divers	106 139	106 139	
Charges constatées d'avance	13 643	13 643	
TOTAL	348 355	348 355	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	801 129	801 129		
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	31 800	12 125	19 674	
Fournisseurs et comptes rattachés	336 702	336 702		
Personnel et comptes rattachés	63 994	63 994		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	49 585	49 585		
Taxe sur la valeur ajoutée	58 022	58 022		
Autres impôts taxes et assimilés	8 058	8 058		
Autres dettes	79 277	79 277		
Produits constatés d'avance	851	851		
TOTAL	1 429 416	1 409 742	19 674	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	830 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	12 491			

Composition du capital social

(PCG Art. 831-3 et 832-13)

Différentes catégories de titres	Valeurs nominales en euros	Nombre de titres			
		Au début	Créés	Remboursés	En fin
ACTIONS ORDINAIRES	51.0000	750			750

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

ANNEXE

Exercice du 01/10/2019 au 30/09/2020

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Titres immobilisés

(PCG Art. 831-2/20 et 832-7)

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.

Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Evaluation des matières et marchandises

(PCG Art. 831-2)

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat. Les frais de transports sont inclus dans ce coût.

Les frais de stockage et les intérêts des emprunts n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Dépréciation des stocks

(PCG 831-2/3.2 et 831-2/6)

Les stocks et en cours ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

(PCG Art.831-2/3)

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

ANNEXE

Exercice du 01/10/2019 au 30/09/2020

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances clients et comptes rattachés	49 754
Autres créances	10 547
Total	60 302

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 129
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	192 888
Dettes fiscales et sociales	48 767
Autres dettes	229
Total	243 012

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	13 643
Total	13 643
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	851
Total	851

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Produits et charges exceptionnels

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant	imputé au compte
Charges exceptionnelles		
- INDEMNITE R.C.O BLARIAUX NICOLAS	37 920	671800
Total	37 920	

A.B. YACHTING
Société par actions simplifiée au capital de 38 250 euros
Siège social : 60, quai du Pla de l'Entrée - Port Technique de Port Leucate
11370 LEUCATE
412 883 209 RCS NARBONNE

PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉE UNIQUE
DU 23 MARS 2021

L'an deux mille vingt et un,
Le 23 mars,
A 13 heures,

La société BAL HOLDING, Société à responsabilité limitée au capital de 1 500 euros, ayant son siège social 7, rue du Narbonenc, 66510 ST HIPPOLYTE, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 750 071 607 RCS PERPIGNAN, représentée par son gérant, monsieur Thierry BAL,

Associée unique de la société A.B. YACHTING,

I - A préalablement exposé ce qui suit :

En sa qualité de Présidente de la Société, la société BAL HOLDING, associée unique, a établi et arrêté les comptes annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2020 et a également établi le rapport de gestion sur les opérations de l'exercice écoulé.

Ces documents ont été tenus, au siège social, à la disposition du Commissaire aux Comptes,

La société BAL HOLDING, associée unique, a pris connaissance du rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels.

II - A pris les décisions suivantes :

- Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels,
- Approbation des comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2020,
- Affectation du résultat de l'exercice,
- Conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce,
- Délégation de pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

PREMIERE DÉCISION

L'associée unique, sur la base de son rapport de gestion et après avoir pris connaissance du rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2020, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.



L'associée unique prend acte, conformément à l'article 223 quater du Code général des impôts, qu'au cours de l'exercice écoulé aucune somme n'a été enregistrée au titre des dépenses ou charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39, 4 du Code général des impôts.

DEUXIEME DÉCISION

L'associée unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 30 septembre 2020 s'élevant à 84 831,88 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	84 831,88 €
A titre de dividendes aux associés	80 000,00 €
Soit 106,66 euros par part	
Solde.....	4 831,88 €

Affecté en totalité au compte "report à nouveau" qui s'élève ainsi à 359 713,62 euros.

Le dividende sera mis en paiement au siège social à compter du 1^{er} avril 2021, de la manière suivante :

- à la **EURL BAL HOLDING**,
Propriétaire des 750 actions de préférence,
Dividende brut..... 80.000,00 €
Soit la somme nette totale de..... 80.000,00 €

Il est précisé que le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020 non éligibles à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts s'élève à 80.000,00 euros, soit la totalité des dividendes mis en distribution.

Conformément à la loi, l'associée unique prend acte que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice clos le 30 septembre 2017 :

106 100,00 euros, soit 141,47 euros par titre,
Dividendes éligibles à l'abattement de 40% : 51 400,00 euros
Dividendes non éligibles à l'abattement de 40% : 54 700,00 euros

Exercice clos le 30 septembre 2018 :

38 000,00 euros, soit 50,67 euros par titre,
Dividendes éligibles à l'abattement de 40% : 6 000,00 euros
Dividendes non éligibles à l'abattement de 40% : 32 000,00 euros

Exercice clos le 30 septembre 2019 :

80 000,00 euros, soit 106,67 euros par titre,
Dividendes éligibles à l'abattement de 40% : 0,00 euros
Dividendes non éligibles à l'abattement de 40% : 80 000,00 euros

RB

TROISIEME DÉCISION

L'associée unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

De tout ce que dessus, l'associée unique a dressé et signé le présent procès-verbal.

La EURL BAL HOLDING,
Représentée par Thierry BAL

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the left.

A.B. YACHTING
Société par actions simplifiée au capital de 38 250 euros
Siège social : 60, quai du Pla de l'Entrée - Port Technique de Port Leucate,
11370 LEUCATE
412883209 RCS NARBONNE

RAPPORT DE GESTION DE LA PRÉSIDENTE
Exercice clos le 30 septembre 2020

La société BAL HOLDING, représentée par son gérant, Monsieur Thierry BAL, associée unique et Présidente de la société A.B. YACHTING, a, conformément aux dispositions de l'article L. 227-9 du Code de commerce, en vue de l'approbation des comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2020, établi le présent rapport de gestion sur la situation et l'activité de la Société durant l'exercice écoulé.

ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ

Situation et évolution de l'activité de la Société au cours de l'exercice

Au cours de l'exercice écoulé clos le 30 septembre 2020, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 5.230.727 € et un résultat bénéficiaire de 84.832 €.
De plus, il faut noter que la Présidence de la société a été modifiée, l'associée unique est ainsi devenue présidente de la société.

Événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Depuis le 30 septembre 2020, date de clôture de l'exercice, la survenance d'aucun événement important n'est à signaler.

Activités en matière de recherche et de développement

Notre Société n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé,

Evolution prévisible et perspectives d'avenir

Les objectifs pour l'exercice en cours sont ceux de continuer à développer notre clientèle, en maîtrisant les charges d'exploitation, et en s'adaptant aux conditions imposées par la crise sanitaire que nous traversons.

TB

INFORMATIONS SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT

Conformément aux articles L. 441-14 et D. 441-4, I du Code de commerce, sont communiquées les informations sur les délais de paiement des fournisseurs et des clients en indiquant le nombre et le montant total des factures reçues et émises non réglées au 30 septembre 2020 et la ventilation de ce montant par tranche de retard, dans le tableau suivant :

Solde des dettes Fournisseurs	Encours	Echus	< ou égal à 30 jours	Entre 31 et 60 jours	> de 60 jours
Au 30/09/2020	48.221,53		-644,00	33.109,99	15.755,54

Solde des Créances Clients	Encours	Echus	< ou égal à 30 jours	Entre 31 et 60 jours	> de 60 jours
Au 30/09/2020	107.451,21		61.773,89	29.528,69	16.148,63

RÉSULTATS - AFFECTATION

Examen des comptes et résultats

Les comptes annuels soumis à approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Un rappel des comptes de l'exercice précédent est fourni à titre comparatif.

Au cours de l'exercice clos le 3/09/2020, le chiffre d'affaires s'est élevé à 5 230 727,00 euros contre 4 513 665,00 euros lors de l'exercice précédent, soit une variation de 15,89%.

Le montant des autres produits d'exploitation s'élève à 38 292,00 euros contre 24 568,00 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 55,86%.

Le montant des achats et variations de stocks s'élève à 4 080 673,00 euros contre 3 457 673,00 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 18,02%.

Le montant des autres achats et charges externes s'élève à 511 192,00 euros contre 370 341,00 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 38,03%.

Le montant des impôts et taxes s'élève à 24 683,00 euros contre 23 995,00 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 2,87%.

Le montant des traitements et salaires s'élève à 278 843,00 euros contre 313 329,00 euros lors de l'exercice précédent, soit une variation de -11,01%.

Le montant des charges sociales s'élève à 94 403,00 euros contre 112 174,00 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de -15,84%.

L'effectif salarié moyen à la clôture de l'exercice s'élève à 8 personnes contre 8 personnes à la clôture de l'exercice précédent.

Le montant des dotations aux amortissements et provisions s'élève à 125 699,00 euros contre 35 674,00 euros pour l'exercice précédent,

Le montant des autres charges s'élève à 4,00 euros contre 19,00 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de -78,95%.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 5 115 498,00 euros contre 4 313 205,00 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 18,60%.

Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à 153 520,00 euros contre 225 028,00 euros lors de l'exercice précédent, soit une variation de -31,78%.

Compte tenu d'un résultat financier de -6 164,00 euros (-4 042,00 euros pour l'exercice précédent), le résultat courant avant impôts ressort pour l'exercice à 147 356,00 euros contre 220 986,00 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de -33,32%.

Après prise en compte :

- du résultat exceptionnel de -36 416 euros contre 3 410 euros pour l'exercice précédent.
- d'un impôt sur les sociétés de 26 108 euros contre 57 300 euros pour l'exercice précédent,

Le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de 84 831,88 euros contre un bénéfice de 167 096,00 euros au titre de l'exercice précédent, soit une variation de -49,23%.

Au 30 septembre 2020, le total du bilan de la Société s'élevait à 2 888 599,00 euros contre 1 707 752,00 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 69,15%.

Proposition d'affectation du résultat

Les comptes annuels, tels qu'ils sont présentés et soumis à approbation, font ressortir un bénéfice de 84 831,88 euros qui recevrait l'affectation suivante :

Bénéfice de l'exercice	84 831,88 €
A titre de dividendes aux associés	80 000,00 €
Soit 106,66 euros par part	
Solde.....	4 831,88 €

Affecté en totalité au compte "report à nouveau" qui s'élève ainsi à 359 713,62 euros.

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société seraient de 532 577,81 euros.

TB

Le dividende sera mis en paiement au siège social à compter du 1^{er} avril 2021, de la manière suivante :

- à la **EURL BAL HOLDING**,
Propriétaire des 750 actions de préférence,
Dividende brut 80.000,00 €

Soit la somme nette totale de 80.000,00 €

Il est précisé que le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30/09/2020 non éligibles à l'abattement de 40% prévu à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts s'élève à 80.000,00 euros, soit la totalité des dividendes mis en distribution.

Distributions antérieures de dividendes

En application de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice clos le 30 septembre 2017 :

106 100,00 euros, soit 141,47 euros par titre,
Dividendes éligibles à l'abattement de 40% : 51 400,00 euros
Dividendes non éligibles à l'abattement de 40% : 54 700,00 euros

Exercice clos le 30 septembre 2018 :

38 000,00 euros, soit 50,67 euros par titre,
Dividendes éligibles à l'abattement de 40% : 6 000,00 euros
Dividendes non éligibles à l'abattement de 40% : 32 000,00 euros

Exercice clos le 30 septembre 2019 :

80 000,00 euros, soit 106,67 euros par titre,
Dividendes éligibles à l'abattement de 40% : 0,00 euros
Dividendes non éligibles à l'abattement de 40% : 80 000,00 euros

Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, il est précisé que la Société n'a supporté aucune dépense non déductible fiscalement au cours de l'exercice écoulé.

Tableau des résultats

Au présent rapport est annexé, conformément aux dispositions de l'article R. 225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Nous vous demandons, conformément à l'article L. 227-10 du Code de commerce, d'approuver les conventions visées à ce même article et conclues au cours de l'exercice écoulé.

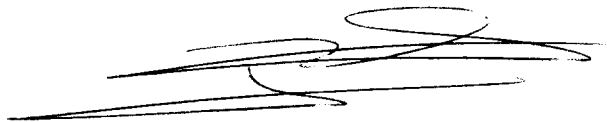
Votre Commissaire aux Comptes a été dûment avisé de ces conventions qu'il a décrites dans son rapport spécial.

ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

Il convient d'indiquer qu'aucun mandat de dirigeant ou de Commissaire aux Comptes n'est arrivé à expiration.

Fait à Leucate,
Le 5 mars 2021

La Présidente,
EURL BAL HOLDING
Représentée par Thierry BAL



A.B. YACHTING
Société par actions simplifiée au capital de 38 250 euros
Siège social : 60, quai du Pla de l'Entrée - Port Technique de Port Leucate
11370 LEUCATE
412883209 RCS NARBONNE

Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Rapport de gestion	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018	30/09/2017	30/09/2016
Chiffre d'affaires net	5 230 727,00	4 513 665,00	4 324 909,00	4 827 541,00	5 083 559,00
Autres produits d'exploitation	38 292,00	24 568,00	76 691,00	24 586,00	42 282,00
Achats et variations de stocks	4 080 673,00	3 457 673,00	3 411 911,00	3 748 659,00	4 125 847,00
Autres achats et charges externes	511 192,00	370 341,00	381 218,00	365 488,00	322 417,00
Impôts et taxes	24 683,00	23 995,00	21 202,00	26 309,00	18 387,00
Salaires et traitements	278 843,00	313 329,00	388 624,00	350 756,00	350 589,00
Charges sociales	94 403,00	112 174,00	131 201,00	117 552,00	104 005,00
Dotations aux amortissements et provisions	125 699,00	35 674,00	22 285,00	51 719,00	31 223,00
Autres charges	4,00	19,00	36,00	47,00	29,00
Charges d'exploitation	5 115 498,00	4 313 205,00	4 356 477,00	4 660 530,00	4 952 497,00
Résultat d'exploitation	153 520,00	225 028,00	45 123,00	191 598,00	173 344,00
Bénéfice attribué	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Perte supportée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Résultat financier	-6 164,00	-4 042,00	-4 577,00	-5 073,00	-7 020,00
Résultat courant avant impôts	147 356,00	220 986,00	40 546,00	186 525,00	166 324,00
Résultat exceptionnel	-36 416,00	3 410,00	2 680,00	32 477,00	10 490,00
Participation des salariés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Impôt sur les sociétés	26 108,00	57 300,00	5 031,00	62 813,00	48 683,00
Résultat net	84 831,88	167 096,00	38 195,36	156 189,41	128 131,45
Nombre moyen de salariés	8,00	8,00	8,00	7,00	8,00
Total du bilan	2 888 599,00	1 707 752,00	2 320 082,00	1 374 057,00	1 535 635,00

17

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30/09/2020

Assemblée Générale Ordinaire du 23 Mars 2021

SAS A B YACHTING
60 Quai du Pla de l'entrée
11370 LEUCATE

A B YACHTING
SAS au capital de 38 250 €
Siège social : 60 Quai du Pla de l'entrée
11370 LEUCATE

NARBONNE B 412 883 209

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos au 30/09/2020

À l'associée unique,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la SAS A B YACHTING relatifs à l'exercice clos le 30/09/2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Président sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la SAS A B YACHTING à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

1

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'associée unique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés à l'associée unique sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-4 du code de commerce, pris en application de l'article L.441-6-1 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la SAS A B YACHTING à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de

systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

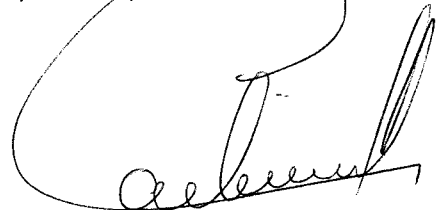
il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à PERPIGNAN,
Le 8 Mars 2021

Le Commissaire aux comptes
AUDITEURS STEPHANOIS,
Représenté par Julien CARBONNEILL



BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 30/09/2020 12	Exercice N-1 30/09/2019 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé : 38 250)	38 250	38 250		
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	117 250	117 250		
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves				
	Réserve légale	3 825	3 825		
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves				
	Report à nouveau	354 882	267 786	87 096	32.52
	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	84 832	167 096	82 264	49.23
AUTRES FONDS PROPRES	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées	13 539	15 044	1 504	10.00
	Total I	612 578	609 250	3 328	0.55
	Produit des émissions de titres participatifs				
	Avances conditionnées				
	Total II				
PROVISIONS	Provisions pour risques				
	Provisions pour charges				
	Total III				
DETTES (I)	Dettes financières				
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts auprès d'établissements de crédit	1 524 120	769 938	754 183	97.95
	Concours bancaires courants	58		58	
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	155 355	32 511	122 844	377.85
	Dettes d'exploitation				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	336 702	84 779	251 922	297.15
	Dettes fiscales et sociales	179 659	205 288	25 629	12.48
Comptes de Régularisation	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	79 277	5 985	73 292	NS
	Produits constatés d'avance (1)	851		851	
	Total IV	2 276 021	1 098 501	1 177 520	107.19
	Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)		2 888 599	1 707 752	1 180 848	69.15

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

1 565 097 1 095 327

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 30/09/2020 12			Exercice N-1 30/09/2019 12	Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total		Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Ventes de marchandises	4 683 736	39 720	4 723 456	3 991 152	732 304	18.35
Production vendue de biens						
Production vendue de services	506 756	515	507 271	522 512	15 241	2.92
Chiffre d'affaires NET	5 190 492	40 235	5 230 727	4 513 665	717 063	15.89
Production stockée						
Production immobilisée			3 534		3 534	
Subventions d'exploitation						
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			34 749	22 530	12 219	54.23
Autres produits			9	2 038	2 030	99.56
Total des Produits d'exploitation (I)			5 269 018	4 538 233	730 785	16.10
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises			4 100 260	3 183 370	916 890	28.80
Variation de stock (marchandises)			19 587	274 303	293 890	107.14
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)						
Autres achats et charges externes *			511 192	370 341	140 851	38.03
Impôts, taxes et versements assimilés			24 683	23 995	688	2.87
Salaires et traitements			278 843	313 329	34 486	11.01
Charges sociales			94 403	112 174	17 771	15.84
Dotations aux amortissements et dépréciations						
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			19 276	18 453	823	4.46
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations						
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			106 423	17 221	89 202	517.98
Dotations aux provisions						
Autres charges			4	19	15	78.78
Total des Charges d'exploitation (II)			5 115 498	4 313 206	802 293	18.60
1 - Résultat d'exploitation (I-II)			153 520	225 027	71 507	31.78
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

596

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	30/09/2020 12	30/09/2019 12	Euros	%
Produits financiers				
Produits financiers de participations (3)				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)	0	0	0	15.56
Autres intérêts et produits assimilés (3)				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total V	0	0	0	15.56
Charges financières				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)	6 165	4 042	2 123	52.51
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total VI	6 165	4 042	2 123	52.51
2. Résultat financier (V-VI)	6 164	4 042	2 123	52.52
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	147 356	220 986	73 630	33.32
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		1 153	1 153	100.00
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	1 504	2 257	753	33.36
Total VII	1 504	3 410	1 906	55.89
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	37 920		37 920	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Total VIII	37 920		37 920	
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	36 416	3 410	39 826	NS
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	26 108	57 300	31 192	54.44
Total des produits (I+III+V+VII)	5 270 523	4 541 644	728 879	16.05
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	5 185 691	4 374 548	811 143	18.54
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)	84 832	167 096	82 264	49.23

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier
Redevance de crédit bail immobilier
(3) Dont produits concernant les entreprises liées
(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

ANNEXE

Exercice du 01/10/2019 au 30/09/2020

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La société a eu recours à un Prêt garanti par l'état de 800.000€ suite au COVID 19.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Information relative aux traitements comptables induits par l'épidémie de Coronavirus

Conformément aux dispositions de l'article L 833-2 du Plan Comptable Général, les comptes annuels de l'entité au 30/09/2020 ont été arrêtés sans aucun ajustement lié à l'épidémie du Coronavirus.

les éléments suivants reflètent uniquement les conditions qui existaient à la date de clôture, sans tenir compte de l'évolution ultérieure de la situation :

- la valeur comptable des actifs et des passifs
- la dépréciation des créances clients
- la dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles
- la dépréciation des stocks
- les impôts différés actifs
- le chiffre d'affaires
- les « covenants » bancaires

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(PCG Art. 831-1/1)

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2018-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

ANNEXE

Exercice du 01/10/2019 au 30/09/2020

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	11 472		
Constructions sur sol propre	229 478		
Installations générales agencements aménagements des constructions	34 183		15 111
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	34 677		10 574
Installations générales agencements aménagements divers	9 828		3 605
Matériel de transport	34 678		1 141
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	33 060		8 330
TOTAL	375 905		38 760
Autres titres immobilisés	30		
TOTAL	30		
TOTAL GENERAL	387 407		38 760

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			11 472	11 472
Constructions sur sol propre			229 478	229 478
Installations générales agencements aménagements constr.			49 294	49 294
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		1 050	44 201	44 201
Installations générales agencements aménagements divers		5 129	8 304	8 304
Matériel de transport			35 819	35 819
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			41 390	41 390
TOTAL		6 179	408 485	408 485
Autres titres immobilisés			30	30
TOTAL			30	30
TOTAL GENERAL		6 179	419 987	419 987

ANNEXE

Exercice du 01/10/2019 au 30/09/2020

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	11 472			11 472
Constructions sur sol propre	112 091	9 544		121 635
Installations générales agencements aménagements constr.	31 054	1 552		32 605
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	28 985	2 267	1 050	30 201
Installations générales agencements aménagements divers	7 885	816	5 129	3 572
Matériel de transport	29 644	2 247		31 891
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	29 467	2 850		32 317
TOTAL	239 125	19 276	6 179	252 221
TOTAL GENERAL	250 597	19 276	6 179	263 693

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Constructions sur sol propre	8 040	1 504			1 504
Instal.générales agenc.aménag.constr.	1 552				
Instal.techniques matériel outillage indus.	2 267				
Instal.générales agenc.aménag.divers	816				
Matériel de transport	2 247				
Matériel de bureau informatique mobilier	2 850				
TOTAL	17 771	1 504			1 504
TOTAL GENERAL	17 771	1 504			1 504

Etat des provisions

Provisions réglementées	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Amortissements dérogatoires	15 044		1 504		13 539
TOTAL	15 044		1 504		13 539

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur stocks et en cours	15 200	105 839	5 900		115 139
Sur comptes clients	2 021	584	0		2 606
TOTAL	17 221	106 423	5 900		117 744
TOTAL GENERAL	32 265	106 423	7 404		131 283
Dont dotations et reprises d'exploitation exceptionnelles		106 423	5 900 1 504		

ANNEXE

Exercice du 01/10/2019 au 30/09/2020

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres créances clients	158 254	158 254	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	405	405	
Impôts sur les bénéfices	31 196	31 196	
Taxe sur la valeur ajoutée	38 718	38 718	
Débiteurs divers	106 139	106 139	
Charges constatées d'avance	13 643	13 643	
TOTAL	348 355	348 355	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	801 129	801 129		
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	31 800	12 125	19 674	
Fournisseurs et comptes rattachés	336 702	336 702		
Personnel et comptes rattachés	63 994	63 994		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	49 585	49 585		
Taxe sur la valeur ajoutée	58 022	58 022		
Autres impôts taxes et assimilés	8 058	8 058		
Autres dettes	79 277	79 277		
Produits constatés d'avance	851	851		
TOTAL	1 429 416	1 409 742	19 674	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	830 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	12 491			

Composition du capital social

(PCG Art. 831-3 et 832-13)

Différentes catégories de titres	Valeurs nominales en euros	Nombre de titres			
		Au début	Créés	Remboursés	En fin
ACTIONS ORDINAIRES	51.0000	750			750

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

ANNEXE

Exercice du 01/10/2019 au 30/09/2020

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Titres immobilisés

(PCG Art. 831-2/20 et 832-7)

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.

Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Evaluation des matières et marchandises

(PCG Art. 831-2)

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat. Les frais de transports sont inclus dans ce coût.

Les frais de stockage et les intérêts des emprunts n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Dépréciation des stocks

(PCG 831-2/3.2 et 831-2/6)

Les stocks et en cours ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

(PCG Art.831-2/3)

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

ANNEXE

Exercice du 01/10/2019 au 30/09/2020

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances clients et comptes rattachés	49 754
Autres créances	10 547
Total	60 302

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 129
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	192 888
Dettes fiscales et sociales	48 767
Autres dettes	229
Total	243 012

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	13 643
Total	13 643
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	851
Total	851

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Produits et charges exceptionnels

(PCG Art. 831-2/I3)

Nature	Montant	imputé au compte
Charges exceptionnelles		
- INDEMNITE R.C.O BLARIAUX NICOLAS	37 920	671800
Total	37 920	